



## L'ITALIE, L'EUROPE ET LES MIGRANTS.

### PETIT DÉTOUR PAR LES CHIFFRES...

Xavier Dupret

juin 2018

11.000 signes

*Les observateurs ayant suivi la dernière campagne électorale en Italie n'auront pas manqué de noter la présence dans les rues de Milan ou de Turin de militants de la Lega en train de distribuer des tracts arborant le slogan « Stop invasione ». Inutile de traduire.*

Les chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)<sup>1</sup> relatifs aux migrations en Méditerranée n'accréditent cependant pas cette présentation des faits, chère au nouveau gouvernement italien et spécialement à son bouillant ministre de l'Intérieur. Loin de là.

#### *Chiffres noirs sur blancs*

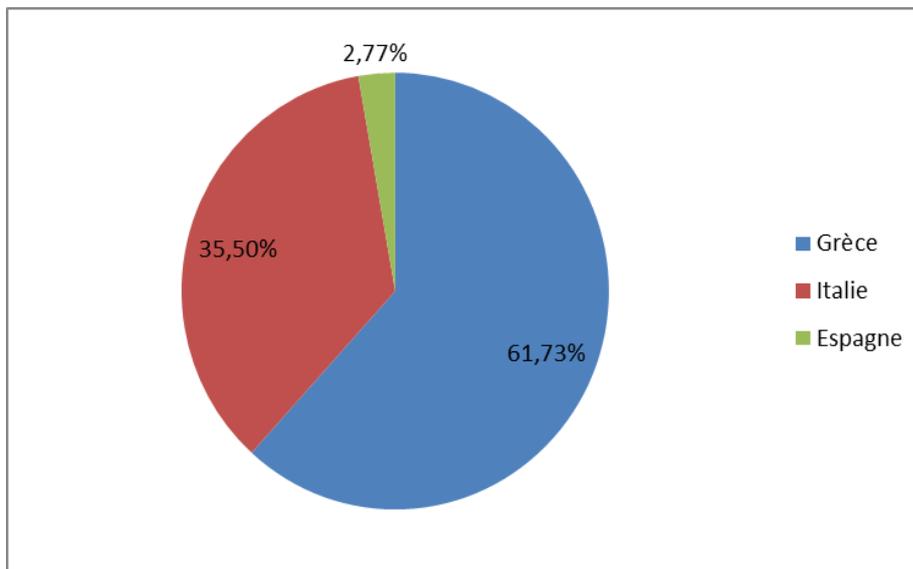
De janvier 2014 à juin 2018, 1.803.045 migrants et réfugiés sont arrivés sur les côtes européennes de la Méditerranée. Le pic de ce flux se situe clairement en 2015 avec 1.015.848

<sup>1</sup> Mediterranean situation, UNHCR Database, 13 juin 2018. Url : <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean> (date de consultation : 15 juin 2018)

entrées. A cette époque, la distribution des migrants entre les trois pays d'accueil repris dans les statistiques du HCR (à savoir la Grèce, l'Italie et l'Espagne) était la suivante : 856.723 personnes en Grèce, 153.842 en Italie et 5.283 en Espagne.

Cette année-là, la Grèce a donc absorbé 84,34% d'un important flux migratoire résultant principalement du conflit en Syrie. Depuis 2014, la Grèce a, au total, vu arriver sur son territoire 1.112.994 migrants, c'est-à-dire 61,73% du total cumulé pour l'Europe. Pendant ce temps, l'Italie a reçu 640.092 personnes. Il s'agit là d'un taux de 35,50%. Pour sa part, l'Espagne a enregistré 49.959 arrivées par la mer, soit 2,77% de l'ensemble des migrants ayant gagné le Vieux Continent depuis quatre ans.

### Répartition des arrivées de migrants entre l'Espagne, l'Italie et l'Espagne de janvier 2014 à juin 2018



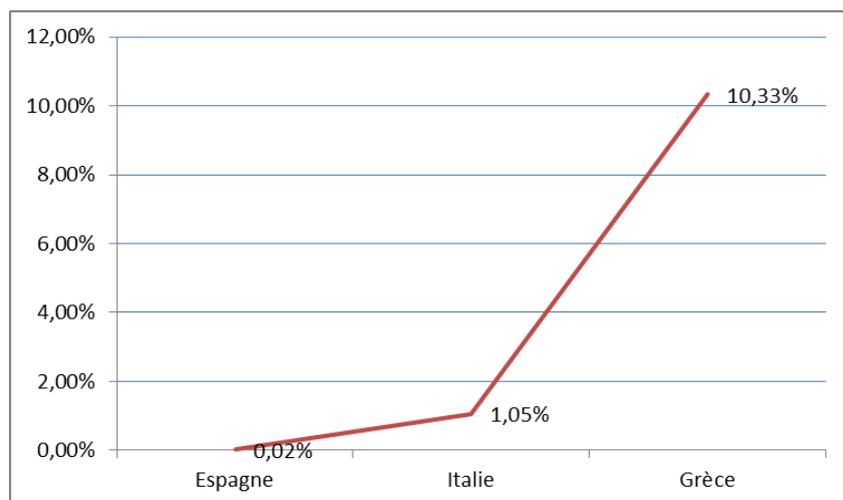
Source : HCR, juin 2018

La base de données du HCR détaille également des arrivées par terre, mais exclusivement pour l'Espagne. Cette distorsion fausse légèrement les calculs. Si cette variable avait été également présentée pour l'Italie et la Grèce, nous aurions probablement obtenu des scores très faibles, puisqu'aucun de ces deux pays ne dispose d'enclaves comme Ceuta et Melilla en contact direct avec le continent africain, mais nous aurions pu établir des comparaisons à partir de sources complètes et homogènes.

En tout état de cause, les arrivées par terre pour l'Espagne ont concerné, du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 13 juin 2018, 32.849 personnes. Il s'agit de 1,79% des migrants arrivés en Europe depuis 2014. On se bornera donc à constater qu'après intégration dans nos calculs de cette modalité d'entrée, l'Espagne a accueilli, jusqu'à présent, moins de 5% du volume des migrants.

Si l'on rapporte le nombre de migrants à la population de chacun des trois pays concernés, on obtient les chiffres suivants pour la période 2014-2018. Les arrivées en Grèce ont représenté une pression migratoire de 10,33% par rapport à la population du pays (10.768.477 habitants). L'Espagne a vu arriver des migrants à raison de 0,02% de sa population contre 1,05% en Italie (640.092 migrants par rapport à une population de 60.589.445 habitants).

## Pression du flux migratoire sur les populations de la Grèce, de l'Espagne et de l'Italie (de janvier 2014 à juin 2018)



Source : HCR, juin 2018. Calculs propres.

Certes, les Syriens arrivés en Grèce ont pu prétendre au statut de réfugiés et une bonne partie d'entre eux est, par la suite, partie vivre ailleurs en Europe. Ce qui n'est pas le cas des personnes, très majoritairement originaires d'Afrique, arrivées en Italie et considérées comme des migrants économiques.

Il va d'ailleurs de soi que cette vague eût été bien plus légère si un mécanisme européen de solidarité en avait réparti le poids sur les épaules de l'Union tout entière et de ses 500 millions habitants. Il n'en reste pas moins que les statistiques précédemment exposées excluent formellement la thèse d'une invasion. Les chiffres ayant leurs raisons que la (dé)raison d'Etat semble, pour l'heure ignorer, il nous faut nous tourner vers d'autres explications pour comprendre les malheurs qui accablent l'Italie aujourd'hui.

### *Montée des inégalités et de la précarité*

Depuis la crise de 2007-2008, le moins que l'on puisse dire est que les inégalités se creusent dangereusement en Italie. En effet, le taux de pauvreté culminait en 2016 à 13,7% de la population contre 12,2 en 2004<sup>2</sup>. Pour rappel, le taux de pauvreté mesure le nombre de personnes exprimé en pourcentages qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Ce dernier renvoie à 50 % du revenu médian, c'est-à-dire le revenu qui divise, du point de vue du revenu, la population en deux.

Cette progression pourrait ne pas paraître spécialement spectaculaire. Il faut encore, pour donner une description complète du panorama social italien actuel, tenir compte du risque de précarité. Et celui-ci est, pour le moins, élevé dans la Péninsule. Entre janvier et décembre 2017, le marché du travail italien a vu le nombre de salariés augmenter au cours de l'année dernière. Durant ces douze mois, 345.000 nouveaux contrats de travail ont été conclus de Turin à Palerme. Il s'agit là d'une hausse de 1,52 point de pourcentage en un an. Et pourtant, il n'y a pas vraiment de quoi lever les bras au ciel en signe de victoire.

<sup>2</sup> OCDE, Taux de pauvreté. Base de données, juin 2018

En effet, 90% de ces nouveaux emplois ont été conclus à durée déterminée et 10% à durée indéterminée. On peut comprendre que l'augmentation du taux d'emploi revendiquée par le gouvernement Renzi n'a pas beaucoup convaincu l'électorat italien au cours des dernières élections législatives qui se sont, comme chacun le sait, conclues par une défaite majeure pour le PD et la mise en place du gouvernement populiste résultant de la coalition de la Ligue et du Mouvement 5 Etoiles. On peut, d'ailleurs, tenir cette montée de la précarité comme la résultante d'une volonté politique du gouvernement Renzi. Matteo Renzi, passé maître dans l'art de faire et de défaire, a, à partir de 2016, détricoté le « Jobs Act » qu'il avait lui-même mis en place. Cette réforme du marché du travail prévoyait initialement la mise en œuvre d'un CDI à protection croissante et assortie d'une période d'essai de trois ans.

« Grâce au Jobs Act, un employeur [pouvait] plus facilement licencier un employé sans justification, en plus de bénéficier d'allègements fiscaux. De leur côté, les salariés [bénéficiaient] d'une indemnité variant selon leur ancienneté. Maintenant que ces avantages touchent à leur fin, les entreprises ont tendance à engager en CDD, ces derniers pouvant être renouvelés jusqu'à 4 fois. Résultat, la quasi-totalité des nouveaux accédants à l'emploi se retrouvent dans une situation précaire. En outre, même si le chômage est en train de baisser pour les moins de 25 ans, un jeune Italien sur trois est actuellement sans emploi, preuve que la crise du chômage est loin d'être réglée en Italie. »<sup>3</sup>

En annulant les (rares) effets positifs du Jobs Act, le gouvernement Renzi, supposé être de centre-gauche, a balancé un peu trop sur sa droite, laissant les intérêts populaires à la merci de la Lega de Salvini. La chose, bien qu'archiconnue, mérite d'être rappelée contre vents et marées. Tout le monde, à gauche, est, en effet, d'accord pour dire, à juste titre, que la fragilisation de pans entiers de ce qu'on aurait autrefois appelé l'aristocratie ouvrière a beaucoup joué dans la réémergence du néofascisme en Italie. Ce que l'on sait moins en revanche, c'est que le gouvernement Renzi a banalisé les thèses de la Lega concernant la gestion des flux migratoires.

*Renzi, le meilleur VRP de la Lega ?*

Les chiffres ont un caractère austère. C'est vrai. Mais ils permettent d'objectiver des faits. En l'espèce, lorsque Matteo Salvini dit que l'Italie est envahie par des migrants, il a tort mais ne donne jamais de chiffres. Et c'est bien normal puisque ceux-ci lui donnent tort.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, 16.282 migrants sont arrivés en Italie (chiffres arrêtés au 25 juin 2018). En prolongation de tendances, cela donnera l'entrée au grand maximum de 28.000 migrants dans la péninsule. Par rapport à la population de l'Italie, cela signifie un taux d'entrée de 0,05%. Bien peu de choses à y regarder de plus près.

Salvini ment. Et Renzi aussi.

Lorsque ce dernier évoquait, à la fin de l'année 2016, l'arrivée probable en 2017 de 155.000 migrants, d'après lui, inintégrables dans la société italienne<sup>4</sup>, il entretenait un climat d'hystérie

---

<sup>3</sup>Force Ouvrière, FO Communication, 20 mars 2018 (url : <http://www.fo-communication.fr/italie-explosion-contracts-precaires>), date de consultation : 25 juin 2018.

<sup>4</sup> The Guardian, 25 octobre 2016.

« antimigrants » qui a profité, avec les résultats que l'on connaît, à la droite dure. A l'occasion, Matteo Renzi claironnait que l'Europe venait d'adopter, sous la pression de l'Italie, un ensemble de mesures particulièrement dures visant à empêcher les migrants d'arriver sur le Vieux Continent. Tout bénéfique pour la Lega, comme la suite des événements allait le prouver.

En tout état de cause, on fera remarquer que c'est le 9 mars 2016, alors que Matteo Renzi était aux commandes du gouvernement italien, que la route des Balkans a été fermée. Par la suite, le 20 mars 2016, sortait l'accord entre l'Union Européenne et la Turquie qui marquait une inflexion très nette dans la politique de l'Union européenne à l'égard des flux migratoires. On observe que ce changement de cours visant à fermer l'accès de l'Union européenne a fini par entraîner une baisse du nombre d'arrivées en Italie. En effet, après un an et demi d'application, le nombre d'arrivées a particulièrement baissé et se situe depuis août 2017 aux alentours de 3.676 personnes par mois alors qu'au cours du premier semestre 2017, cette moyenne était de 13.958 arrivées par mois<sup>5</sup>. Ce décalage dans le temps n'a rien d'étonnant puisque l'adoption d'une mesure n'a, le plus souvent, pas d'effets immédiats. Ce d'autant que c'est à partir de 2017, date de l'adoption des accords de coopération avec la Lybie, que la baisse des mouvements migratoires vers l'Italie a commencé à se faire sentir<sup>6</sup>.

Bref, Renzi a, au cours de sa carrière ministérielle, tout fait pour que les flux migratoires à destination de l'Italie soient drastiquement réduits. Ce faisant, il a porté de l'eau au moulin de la Lega. Et, ironie de l'histoire, cette dernière n'a, depuis son arrivée au pouvoir, cessé de faire des propositions qui ne font que réinventer pour la forme des solutions déjà imaginées en leur temps par Renzi. Dernier exemple en date : Matteo Salvini exprimait récemment son désir de renforcer la coopération avec la Lybie dans la lutte contre l'immigration<sup>7</sup>. Il ne fait que reprendre les plans échafaudés par Matteo Renzi qui au début de cette année, estimait nécessaire de poursuivre la coopération avec Tripoli sur la question des migrations.

Rien ne se perd. Rien ne se crée. Surtout en politique italienne...

---

<sup>5</sup> La Stampa, 6 février 2018.

<sup>6</sup> The Guardian, 11 août 2017.

<sup>7</sup> Le Monde, édition en ligne du 25 juin 2018.